

Ambassade de France en Irak
Service économique de Bagdad

Suivi par : François d'Orlando

IRAK

BILAN DES ECHANGES COMMERCIAUX FRANCO-IRAKIENS EN 2025

D'après les données des douanes françaises, le déficit commercial France-Irak s'est en partie résorbé en 2025 pour s'établir à -1,2 Md €, contre -1,5 Md€ en 2024. Cette amélioration s'explique exclusivement par la baisse en valeur des importations par la France de pétrole irakien, dans un contexte de baisse des cours du baril sur l'année 2025. A l'inverse, les exportations vers l'Irak de biens français sont restées globalement stables, aussi bien en volume que dans la nature des produits échangés.

1. Les exportations de biens français vers l'Irak, hors équipements militaires, ont diminué à la marge en 2025 pour s'établir à 418 M€ (-2 % vs 2024).

Après une hausse de 27 % l'an dernier, les exportations françaises ont enregistré un léger recul en 2025 pour atteindre 418 M€, contre 426 M€ en 2024 (soit -2 % en variation annuelle). Cette baisse résulte de performances mitigées dans certaines catégories de biens ayant traditionnellement une forte contribution au solde commercial France-Irak. Premier secteur d'exportations françaises en Irak, les ventes de « produits pharmaceutiques » (poste qui inclut divers produits médicaux ainsi que des vaccins pour la médecine vétérinaire) reculent ainsi de -19 % en glissement annuel, pour s'établir à 58 M€. Les exportations de « produits chimiques divers » baissent également de -29 %, à 50 M€, de même que les « produits alimentaires divers » qui affichent une baisse de -29 %, à 37 M€. Les exportations de « produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier », qui s'élevaient à 22 M € en 2024, chutent quant à eux à 3 M€.

Certains autres secteurs affichent une très bonne dynamique, qui permet de compenser presque entièrement les postes orientés à la baisse. La principale hausse concerne les exportations de « machines et équipements d'usage général », qui progressent de +84 % en g.a. pour atteindre 50 M€. Les exportations de « matériels électriques » augmentent quant à elles de +42 %, à 34 M€. Dans les deux cas, ces montants confirment le rôle que peuvent jouer les entreprises industrielles françaises dans l'accompagnement des grands chantiers de diversification de l'économie irakienne (électrification, infrastructures, transports...).

Dans l'ensemble, la décomposition sectorielle des exportations françaises a peu évolué. Comme en 2024, les dix premières catégories de biens représentent à elles seules plus de 75 % de nos exportations vers l'Irak :

	2025	Part du total (2025)	2024	Part du total (2024)	2025 vs 2024
1. Produits pharmaceutiques	59M€	14 %	73 M€	17 %	-19 %
2. Produits chimiques divers	50M€	12 %	71 M€	17 %	-29 %
3. Matériels électriques	34 M€	8 %	24 M€	6 %	+42 %
4. Produits alimentaires divers	37M€	9 %	52 M€	12 %	-29 %
5. Machines et équipements d'usage général	50 M€	12 %	27 M€	6 %	+84 %
6. Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	30M€	7 %	27 M€	6 %	+10 %
7. Produits de la construction automobile	22M€	5 %	19 M€	5 %	+17 %
8. Produits laitiers et glaces	20M€	5 %	21 M€	5 %	-3 %
9. Appareils de mesure, d'essai et de navigation ; articles d'horlogerie	15 M€	4 %	7 M€	2 %	+105 %
10. Machines diverses d'usage spécifique	13 M€	3 %	11 M€	3 %	+18 %

Source : douanes françaises

La stabilité des échanges entre 2025 et 2024 masque la forte volatilité des exportations françaises vers l'Irak. Au cours des dix dernières années, nos exportations ont oscillé entre un plus bas de 276 M€ (en 2021) et un plus haut de 426 M€ (en 2024). L'écart-type s'est élevé sur la période à 54 M €, avec un coefficient de variation d'une année sur l'autre

de 15 % en moyenne. Cette volatilité peut s'expliquer à la fois par un montant total d'exportations relativement bas, ce qui amplifie l'effet statistique de la signature de quelques contrats de distribution d'une année sur l'autre, ainsi que par la diversification sectorielle encore limitée des débouchés français en Irak, encore dominés par les produits pharmaceutiques, chimiques et agroalimentaires.

Au total, l'Irak recule au rang de 81^{ème} client de la France, après une 77^{ème} place en 2024. Parmi les pays de la région Proche & Moyen-Orient, l'Irak se classe 8^{ème} client de la France, seulement devant Oman, l'Iran, le Yémen, les territoires palestiniens et la Syrie.

2. Les importations de pétrole brut irakien, qui est pratiquement le seul produit d'Irak acheté par la France, ont enregistré une baisse de -19 % en 2025.

Les importations par la France de pétrole brut irakien ont atteint 1,59 Md€ au cours de l'année écoulée, contre 1,97 Md€ en 2024, soit une baisse de -19 %. Cette baisse intervient dans un contexte de cours mondiaux du baril en recul au cours de l'exercice, qui s'échangeaient en moyenne en 2025 entre 14 et 15 % moins cher (selon les benchmarks) que l'année précédente. Il est à noter que la France ne s'est pas procurée de produits issus du raffinage de pétrole irakien au cours de l'année, qui s'élevaient à 42 M€ en 2024, alors même que le gouvernement irakien insiste fréquemment sur sa volonté de faire monter en gamme les capacités nationales de raffinage, à plus forte valeur ajoutée que les ventes de pétrole brut. Les autres denrées importées d'Irak au cours de l'année (notamment les produits de pêche et d'élevage, articles d'horlogerie etc.) restent négligeables dans la balance commerciale et ne dépassent pas le million d'€ en cumulé.

Dans ces conditions, le rang de l'Irak dans les approvisionnements français décline lui aussi, l'Irak passant du 47^{ème} fournisseur en 2024 au 51^{ème} fournisseur en 2025.

3. Le contexte régional et irakien ne laisse pas entrevoir un rebond à très court terme des échanges commerciaux entre la France et l'Irak.

Si son effet n'est pas encore perceptible dans les données douanières du premier trimestre 2026 (dernières données disponibles), la fermeture quasi-complète du détroit d'Ormuz, par lequel l'Irak exporte habituellement 95 % de son pétrole, devrait conduire à une baisse significative des importations françaises de brut irakien sur l'année 2026. Les stratégies irakiennes mises en place pour contourner le détroit d'Ormuz sont en effet soit insuffisantes à court terme pour combler l'effondrement des flux (convois routiers de camions-citernes vers les pays frontaliers de l'Ouest et du Sud, renforcement des exportations par les oléoducs à destination de la Turquie) soit relèvent de plans à long terme dont l'effet ne sera pas immédiat (construction ou réhabilitation d'oléoducs d'exportation vers la Jordanie, la Syrie ou la Turquie).

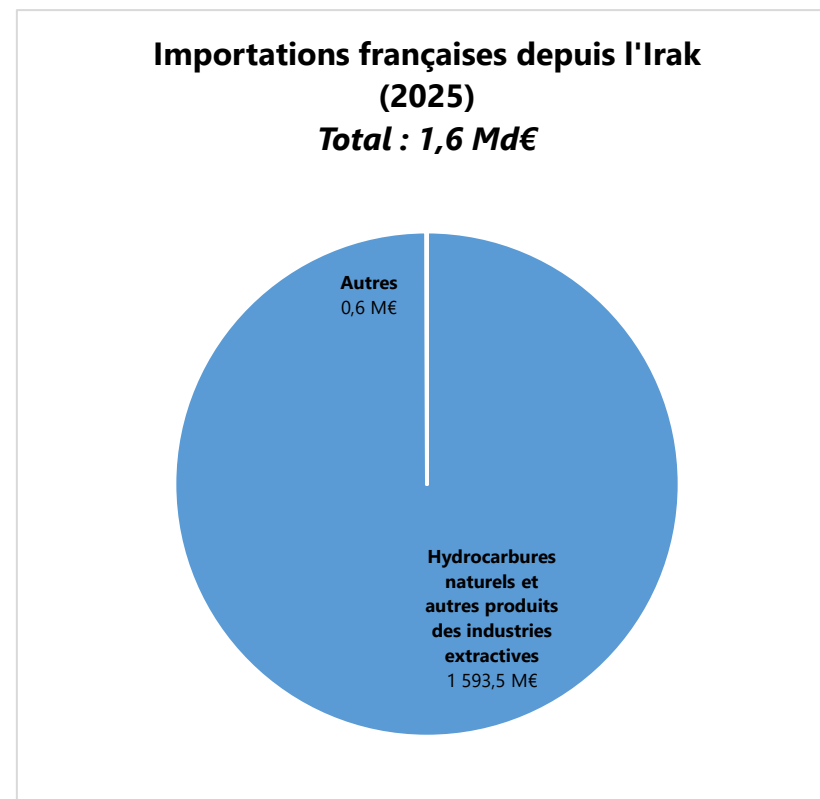
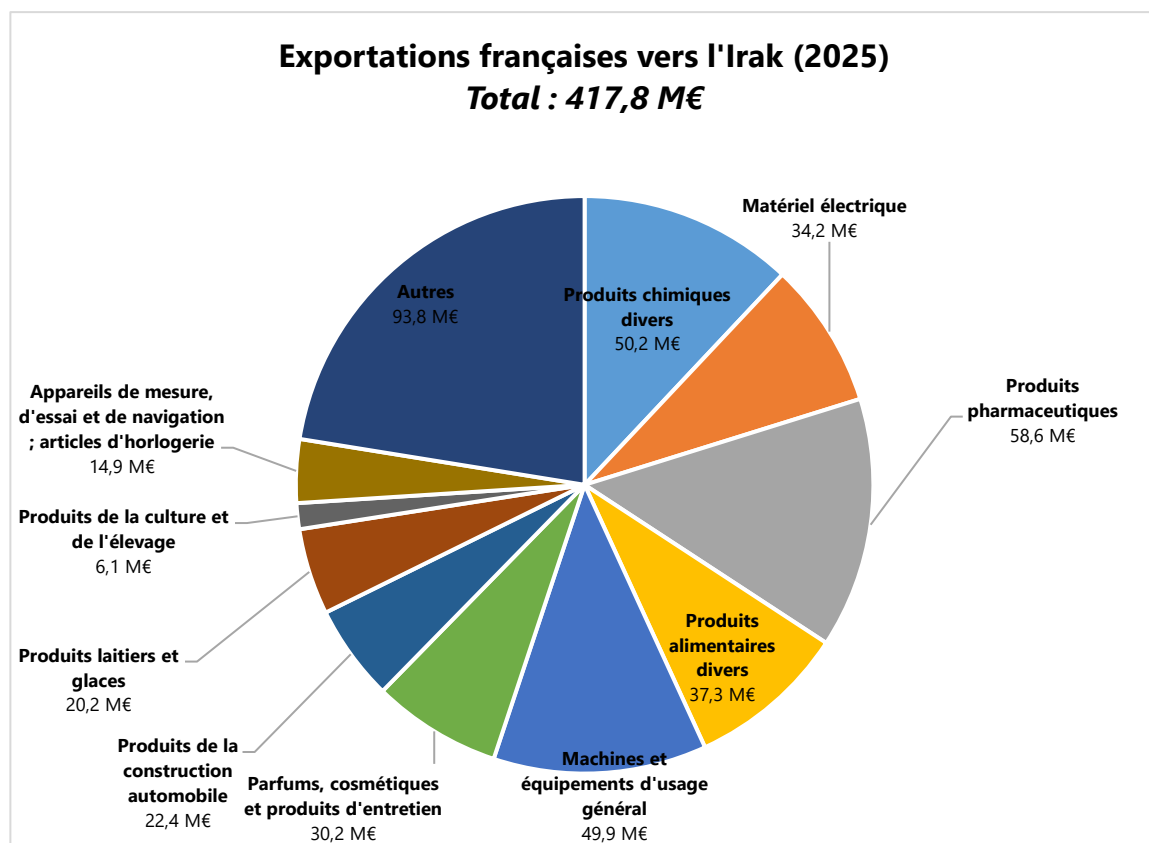
Des blocages aux douanes irakiennes ont également été constatés depuis le début de l'année en raison d'une réforme du système douanier irakien et de différends liés à cette réforme entre l'Irak fédéral et la Région autonome du Kurdistan (RAK). L'adoption par l'Irak du Système automatisé de données douanières (ASYCUDA) au 1^{er} janvier 2026 a occasionné d'importants surcoûts et retards pour les importateurs de biens, qui ont été particulièrement significatifs aux postes douaniers de la RAK. Par ailleurs, l'absence de budget adopté en 2025 et en 2026 a porté un coup d'arrêt aux nouveaux grands projets publics irakiens, sur lesquels les entreprises françaises peuvent intervenir.

* * *

A 1,2 Md €, le déficit commercial français vis-à-vis de l'Irak a certes diminué en 2025 mais il se situe toujours à un niveau nettement supérieur à ses moyennes historiques. Les exportations françaises n'ont par ailleurs pas progressé sur la période et restent en-deçà de leur potentiel, alors même que la situation irakienne et régionale n'est pas propice à une relance rapide des échanges commerciaux bilatéraux. Néanmoins, une fois que le conflit régional sera terminé, les exportateurs français pourront compter sur les opportunités offertes par la mise en place du nouveau gouvernement du Premier ministre Al-Zaidi, dont les objectifs affichés en matière économique mettent l'accent sur le développement de plusieurs filières sur lesquelles l'expertise française est reconnue localement : infrastructures, hydrocarbures, électricité, secteur de l'eau, transports publics, télécommunications, entre autres.

ANNEXE

1. Figure 1 : Composition des exportations et des importations (source : Douanes françaises)



2. Figure 3 : Historique des échanges commerciaux bilatéraux sur 10 ans (sources : Douanes)

